

**FRONT POPULAIRE POUR LA
RENAISSANCE DE CENTRAFRIQUE**

BUREAU EXECUTIF NATIONAL

VICE PRESIDENCE

N° 0056/FPRC/BEN018



République Centrafricaine

Unité - Dignité - Travail

COMMUNIQUE DE PRESSE

Vendredi, le 26 octobre 2018, à 18h15, l'Assemblée Nationale de la République Centrafricaine a voté par 98 voix pour, 41 voix contre et 1 bulletin nul, pour la destitution du Président de cette institution.

Cette destitution a été relativement et diversement appréciée par l'opinion publique et privée, aussi bien nationale qu'internationale. Pour le Bureau Politique du Front pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC), la destitution de Meckassoua n'est autre que le résultat d'un conflit d'intérêts personnels au plus haut sommet de l'Etat. C'est la preuve que la RCA se meurt dans le mensonge, la fausse morale et la corruption ; que seuls le « *patrimonialisme* » et le despotisme sont valeurs morales. C'est aussi la preuve que les maux qui ont conduit à la guerre et au déchirement du tissu social sont encore présents, entretenus par le régime. Au travers le ridicule simulacre du 26 octobre 2018, les parlementaires centrafricains viennent d'affirmer que « le pays va mal », que la notion d'éthique et de morale en politique n'existe plus dans le pays de Barthélémy BOGANDA, à cause de ce que Jean-François Bayart (1989) appelle : « *Politique du ventre* ». En RCA l'intégrité morale a donc cédé la place au misérabilisme, particulièrement chez les femmes et hommes politiques.

Face au drame qui frappe le pays, le Bureau Politique du Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) appelle le Président Touadéra et son gouvernement à la raison, car le terrain sur lequel ils se risquent est glissant, semé d'embûches et suicidaire.

Le Bureau Politique du Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) lance ainsi un appel solennel au calme et à la retenue, car personne n'est irremplaçable dans une République.

Le FPRC appelle les centrafricaines et les centrafricains de rester vigilant contre les manipulations, les machinations et l'instrumentalisation de « l'Affaire Meckassoua ». Dans une situation d'absence d'idéologie politique, la peur est utilisée en relation avec l'instrumentalisation du confessionnel en tant que stratégie de mobilisation qui offre une nouvelle source de légitimité et de domination. Cette machination ne vise qu'à inciter à des comportements bellicistes, à accentuer le climat de méfiance et de suspicion, à installer le climat de peur, de crainte et d'anxiété – « *la peur hobbesienne* » (Herbert Butterfield, 1951) –, à exacerber la fracture sociale et à fortifier les frontières entre les communautés ; les membres de chaque communauté étant incapables d'interpréter avec certitude les intentions des autres, eu égard au contexte actuel parce que, comme l'écrit Herbert Butterfield : « *Dans la situation que j'appelle "la peur hobbesienne" [...], vous pouvez vous-même ressentir vivement la peur terrible que vous avez à l'encontre de l'autre partie, mais vous ne pouvez pas vous faire une idée de la contre-peur de l'autre, ni même comprendre pourquoi il devrait à tel point être nerveux. Parce que vous savez que vous ne lui voulez aucun mal, et que vous ne voulez rien d'autre de lui sinon des garanties pour votre propre sécurité ; et il n'est jamais possible de se rendre compte ou de se rappeler que dans la mesure*

où lui-même ne peut pas pénétrer vos pensées, il ne peut jamais avoir la certitude que vous avez-vous-même de vos propres intentions. »

Le FPRC rappelle également que son combat est avant tout politique : l'unité et de l'égalité des centrafricains et pose la question du matériau sur lequel s'exerce le pouvoir : l'appareil d'Etat ou l'organisation de la composition territoriale. Il est donc prépondérant de souligner l'importance de la gouvernance politique nationale et locale, de la réforme politique et administrative, dans la restauration et le développement des fonctions élémentaires de la vie locale, de celle des populations affectées par la guerre. Nous appelons ainsi le Président Touadéra de sortir de la surdité et cécité qui le caractérisent. Nous lui rappelons que sa mission première ne consiste pas à créer les conditions qui ont conduit à la crise actuelle, mais à œuvrer pour la paix, réconciliation nationale et la cohabitation pacifique entre les centrafricains qui, en réalité, ne peuvent pas se séparer, parce qu'elles n'y arriveront pas ; mais qui se heurtent à des obstacles et pièges symboliques que des politiques dressent et exploitent de manière systématique à des fins politiciennes pour bénéficier les mannes du pouvoir.

Nous rappelons également le Président Touadéra que, comme l'écrit Frédéric Gros (2006, p. 147) : « *L'injustice est toujours mal supporté que la violence. L'injustice suscite des protestations, car, faisant sentir l'inégalité, elle provoque le dépit d'être inférieur. Sur fond de revendication, elle préserve l'égalité comme un rêve lointain.* »

C'est pour cette raison que le FPRC lutte contre les discriminations dont sont victimes des centrafricains à cause de leur croyance religieuse, leur appartenance ethno-identitaire et leur origine régionale. Pour le FPRC, la République Centrafricaine appartient à tous les centrafricains, sans aucune distinction. De ce fait, la construction de la vie sociale fondée sur la paix, la justice et la solidarité de tous les peuples n'atteindra son but que lorsque la culture de respect mutuel imprégnera la sagesse de tous et que des actions politiques sont menées pour préparer un avenir meilleur, lesquelles actions doivent résulter d'un esprit tiré d'une grande campagne de mobilisation tournant les Centrafricains et les Centrafricains chacun vers l'autre – non pas comme des ennemis – mais comme des humains, des concitoyens avec qui, solidairement, on doit bâtir ensemble le pays et affronter le futur ; car rien de réellement humain ne pourra se construire si certaines populations ne sont pas considérés pleinement comme citoyens. C'est pour cette raison que le FPRC/CNDS adhère sans aucune réserve à l'initiative de paix, telle que conduite par le panel des médiateurs de l'Union Africaine. Nous affirmons ainsi notre volonté de participer aux négociations qui auront lieu prochainement dans un pays neutre, sous l'égide des pays amis et partenaires de la République Centrafricaine. Le but étant de créer les conditions pour que notre cher pays, la RCA, en tant que Nation, demeure une et indivisible dans sa pluralité ; c'est-à-dire, un pays où tous ses enfants, dans leurs diversités et différences culturelles et culturelles, vivent ensemble et en harmonie.

Fait à Birao, le 29 octobre 2018

Vice-Président du FPRC



Général Noureddine ADAM